



ROYAUME DE BELGIQUE
Service public fédéral
**Affaires étrangères,
Commerce extérieur et
Coopération au Développement**

D3 – Direction Société Civile

Schéma de présentation d'un programme 2017-2021

PARTIE II : PRESENTATION DU PROGRAMME EN HAÏTI

Caritas International & Commission Justice et Paix



Table des matières

1. Fiche Haïti	1
2. Liste des partenaires et parties prenantes connus au moment de la demande.....	2
3. Cohérence avec le Plan Stratégique (pays X Hors CSC)	6
4. Théorie du Changement associée à Haïti	7
5. Analyse des risques associées à Haïti	12
6. Prise en compte du Dialogue Stratégique lié au CSC Haïti	15
7. Haïti Outcome / Objectif spécifique	16
7.1. Fiche OS Haïti	16
7.2. Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique	17
7.3. T3 – Coûts opérationnels OS	19
7.4. Motivation au regard des critères du CAD	21
7.4.1. Description de la Pertinence	21
7.4.2. Description de l'Efficacité.....	23
7.4.3. Description de la Durabilité.....	24
7.4.4. Description de l'Efficiences.....	25
7.5. Description de la Stratégie de Partenariat spécifique pour Haïti	25
7.6. Description des Synergies et Complémentarités.....	26

Liste des abréviations

ACC	Analyse Commune de Contexte
AEC	Agents d'Éducation Communautaire
AECP	Ateliers Écoles de Camp-Perrin
AGR	Activités génératrices de revenus
ANATRAF	Association Nationale des Transformateurs de Fruits
APTECH	Ateliers Pilotes de Technologie
ASEC	Assemblée de la Section Communale
BAC	Bureau Agricole Communal
CASEC	Conseil d'Administration de la Section Communale
CD	Caritas Diocésaine
CdP	Comité de Pilotage
CEP	Champs École Paysan
CI.BE	Caritas International
CLIO	Comité de Liaison Inter ONG
CNSA	Conseil National de Sécurité Alimentaire
CPC	Comité de Protection Civile
DINEPA	Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement
DPC	Direction de la Protection Civile
DSGA	Département Sanitaire Grand'Anse
DSSE	Département Sanitaire Sud-Est
FEFAGA	Fédération des Familles Agroécologiques de la Grand'Anse
FEFASE	Fédération des Familles Agroécologiques du Sud-Est
GADRU	Groupe d'Appui au Développement Rural Durable
MARNDR	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
MCFDF	Ministère de la Condition Féminine et des Droits des Femmes
MPP	Mouvement Paysan Papaye
MSPP	Ministère de la Santé Publique et de la Population
MuSo	Mutuelles Solidaires
NTIC	Nouvelles Technologies d'Information et de Communication
OCB	Organisation Communautaire de Base
ODD	Objectifs de Développement Durable
OSA	Observatoire Sécurité Alimentaire
PADED	Plateforme d'agroécologie et de Développement Durable
PME	Petites et Moyennes Entreprises
SAN	Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
SOFA	Solidarité Femmes Haïtiennes
TED	Traitement de l'Eau à Domicile
ToC	Theory of Change

1. Fiche Haïti

Fiche HAÏTI				
Coûts opérationnels totaux pour le pays :		1.531.200 €		
Personne de contact en Belgique pour la DGD pour le pays :	Nom : Bernadette VAN RAEMDONCK	Organisation : CARITAS International	Téléphone : +32 2 2293591	E-mail : b.vanreamdonck@caritasint.be
Personne de contact qui représente l'ACNG dans le pays :	Nom : Martine HAENTJENS	Organisation : CARITAS International	Téléphone : +509-3181-3691	E-mail : m.haentjens@caritasint.be

Résumé synthétique du programme pour ce pays (15 lignes maximum) :

Le projet de sécurité alimentaire et nutritionnel d'Haïti est une réponse d'organisations locales issues de 4 communautés vulnérables pour faire face aux menaces d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Cela se traduit dans le programme tout d'abord par une diversification et une augmentation de la production agricole végétale et animale et ainsi l'augmentation de la valeur nutritive de la production, par une meilleure connaissance de l'environnement et des actions sur l'environnement afin d'assurer la durabilité des investissements des paysans et des ressources naturelles. Dans le même temps, cela se traduit par le renforcement de la gestion des biens (silos, stations de monte, ...) et des activités (cassaverie, MuSo, protection environnement,...) communes et un réseautage dans le département et au niveau national afin d'assurer la synergie nécessaire à l'efficacité des actions de développement. Dans ce projet, la résilience des communautés, le plaidoyer, les questions relatives au genre et la gestion des risques et des désastres recevront une attention toute particulière. Le projet interviendra dans 4 communautés très vulnérables du pays avec une faible capacité de résilience face aux chocs exogènes : Calumette (département du Sud-Est), Bonbon (Grand'Anse), Dumont (Sud) et Cornillon (Ouest) et touchera directement 725 ménages vulnérables dont 300 à Calumette, 115 à Bonbon, 160 à Dumont et 150 à Cornillon ou 4.730 bénéficiaires directs.

Carte du pays avec localisation des interventions



2. Liste des partenaires et parties prenantes connus au moment de la demande

Partenaire stratégique de Caritas International pour la mise en œuvre du programme

Liste-Fiche Partenaires en Haïti			
Partenaire 1			
Nom complet et abréviation :	Caritas Diocésaine Jacmel		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	1 Route de Meyer, Ht9110 Jacmel, BP 88 Jacmel	+509 3864-8163 3721-1476	caritasjacmel@caritashaiti.org
Personne de contact :	Bertrand DIEUVEILLE		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	La sécurité alimentaire et nutritionnelle de 725 ménages vulnérables ruraux des départements de Grande-Anse, du Sud, du Sud-Est et de l'Ouest est améliorée de façon durable.		
Budget par Outcome :	663.657€		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Caritas Diocésaine Jacmel exécute le programme dans la section Calumette. Elle y accompagne, 300 ménages membres de 2 OCB : AGC (Associations des Groupements de Calumette) et APIB (Association des Pêcheurs Unis de Bella-Anse).		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	1/02/2016		

Liste-Fiche Partenaires en Haïti			
Partenaire 2			
Nom complet et abréviation :	Caritas Diocésaine Jérémie		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	61, rue Abbé Huet, Léon, Jérémie	+509 3724-8522	stalphonsejb@gmail.com
Personne de contact :	St-Alphonse JEAN-BAPTISTE		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	La sécurité alimentaire et nutritionnelle de 725 ménages vulnérables ruraux des départements de Grande-Anse, du Sud, du Sud-Est et de l'Ouest est améliorée de façon durable.		
Budget par Outcome :	514.365,87€		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Caritas Diocésaine Jérémie exécute le programme dans la commune Bonbon. Elle y accompagne, 115 ménages membres de 3 OCB : OPD1 (Organisation Paysans Detri) 32 ménages et OPD2 (Organisation Paysans Déroutillet) 83 ménages.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	1/01/2005		

Liste-Fiche Partenaires en Haïti			
Partenaire 3			
Nom complet et abréviation :	Caritas Diocésaine Cayes		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	169, Rue Général Marion, Cayes	+509 3633-6741	maxmathieu@hotmail.com
Personne de contact :	Max Montherlant MATHIEU		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	La sécurité alimentaire et nutritionnelle de 725 ménages vulnérables ruraux des départements de Grande-Anse, du Sud, du Sud-Est et de l'Ouest est améliorée de façon durable.		
Budget par Outcome :	50.529 €		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Caritas Diocésaine Cayes exécute le programme dans la section Dumont. Elle y accompagne, 150 ménages membres de 10 OCB. CD Cayes est partenaire du programme pendant une année (2017) afin d'assurer la durabilité des activités entamés pendant le Projet Sécurité Alimentaire 2014-2016.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	1/01/2005		

Liste-Fiche Partenaires en Haïti			
Partenaire 4			
Nom complet et abréviation :	Caritas Diocésaine Port-au-Prince		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Faustin 1er, 8 Rue Dahlia, Ht 6120 Delmas	+509 2942-0178 3674-3209	breneje04@yahoo.fr
Personne de contact :	Jean Edner BRENE		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	La sécurité alimentaire et nutritionnelle de 725 ménages vulnérables ruraux des départements de Grande-Anse, du Sud, du Sud-Est et de l'Ouest est améliorée de façon durable.		
Budget par Outcome :	58.109 €		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Caritas Diocésaine Port-au-Prince exécute le programme dans la commune de Cornillon. Elle y accompagne, 150 ménages membres de 6 OCB. CD Port-au-Prince est partenaire du programme pendant une année (2017) afin d'assurer la durabilité des activités entamées pendant le Projet Sécurité Alimentaire 2014-2016.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	1/01/2005		

Parties prenantes dans le programme

Nom de l'organisation	Coordonnées Localisation	Résultat(s) sur le(s)quels l'organisati on intervient	Type de collaboration
Les autorités locales : - Mairie de Bonbon - Mairie de Belle-Anse - Mairie de Port-Salut - Mairie de Cornillon - CASEC ¹ des sections communales concernées	<u>Départements :</u> Grand'Anse Sud-Est Sud Ouest <u>respectivement :</u> Bonbon Calumette Dumont 1 ^{ère} et 2 ^{ème} Pleine Céleste	Tous	Membres des Comités de Pilotage Régionaux (CdP) et participation active dans les réunions des CdP En tant qu'acteurs responsable des actions de développement dans leur commune, leur section, suivi des activités sur le terrain.
Caritas Nationale Haïti	Port-au-Prince	tous	La Caritas nationale Haïti participera au suivi et à l'évaluation du projet avec Caritas International Belgique
Structures décentralisées du MARNDR (Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural) : <u>DDA</u> : Direction Départementale de l'Agriculture <u>BAC</u> : Bureau Agricole Communal	<u>Départements :</u> Grand'Anse Sud-Est Sud Ouest <u>respectivement :</u> Bonbon Belle-Anse Port-Salut Cornillon	Tous	Membres des Comités de Pilotage Régionaux (CdP) et participation active dans les réunions des CdP
		R1, R2	Selon le dynamisme et la disponibilité des structures décentralisées, qui diffère fort d'une commune à l'autre et d'un département à l'autre, ce structures sont appelés à collaborer avec le projet par : - la formation - l'appui aux campagnes de vaccination - le conseil - l'intervention lors de déclenchement de maladies ou d'épidémie animale ou végétale - le suivi de terrain en ce qui concerne les activités agricole et de protection de terres.
Structures décentralisées du MSPP (Ministère de la Santé Publique et de la Population) : DSGA : Département Sanitaire Grand'Anse DSSE : Département Sanitaire Sud-Est	<u>Départements :</u> Grand'Anse Sud-Est	Tous	Membres des Comités de Pilotage Régionaux (CdP) et participation active dans les réunions des CdP
		R3	Selon le dynamisme et la disponibilité des structures

			décentralisées, qui diffère fort d'une commune à l'autre et d'un département à l'autre, ce structures sont appelés à collaborer avec le projet par : - partage de documents et de matériel pédagogique pour la formation - appui à la formation - intervention lors de flambées de maladies, épidémies (Choléra, Zika, Chikungunya, Malaria, Typhoïde, ...) - Suivi de terrain en ce qui concerne les activités de formation et de sensibilisation au niveau hygiène et nutrition.
DPC : Direction de la Protection Civile	<u>Départements</u> : Grand'Anse Sud-Est Sud Ouest	R1	Appui aux CPC (Comités de Protection Civile) qui sont souvent formés par des bénéficiaires du programme.
CNSA	Ouest actif à travers le pays à travers ses Observatoires de Sécurité Alimentaires	R1, R2, R3	Les partenaires fournissent des informations aux OSA qui les envoient à la CNSA qui les analyse et renvoie l'analyse aux partenaires et au public en général.
ANATRAF : Association Nationale des Transformateurs de Fruits	Ouest actif à travers le pays	R2, R3	Appui aux initiatives de transformation de fruits et plus largement de produits agricoles - Formation technique de transformation, gestion PME, présentation des produits, commercialisation - Mise en réseau des PME
GEOMOUN	Sud-Est	R4	- Formation des partenaires et OCB sur Droits Humains, techniques de plaidoyer - Appui/conseil aux partenaires et OCB pour les actions de plaidoyer
MPP (Mouvement Paysan Papaye)	Plateau Central	Tous	- Mise en réseau des OCB - Formation concernant les Jardin de cours, insecticides écologiques, ... - Échanges concernant la nourriture nationale - Collaboration pour activités de plaidoyer - ...
FEFASE (Fédération des familles agroécologiques du Sud-Est) FEFAGA (Fédération des familles agroécologiques de la Grand'Anse)	Sud-Est Grand'Anse	Tous	- Mise en réseau des organisations pratiquant l'agroécologie
PADED Plateforme Agroécologique et de Développement Durable	Haïti	Tous	CD Jacmel et CD Port-au-Prince et Caritas Haïti comme partenaire de Misereor sont membres de la

			plateforme qui s'ouvre maintenant vers d'autres partenaires. Mise en réseau des organisations et fédérations pratiquant l'agroécologie. (FEFASE, FEFAGA ?) Réunion/formation de façon semestrielle.
GADRU (Groupe d'Appui au Développement Rural)	Grand'Anse	Tous	Appui à la Caritas Jérémie dans l'agroécologie et ressource pour la formation en agroécologie
AACP (Ateliers Écoles Camp-Perrin) APTECH (Ateliers Pilotes de Cayes-Jacmel)	Sud Sud-Est	R1, R2	Fabriquent l'équipement pour l'agriculture et la transformation de produits agricoles. Donnent un appui technique pour l'utilisation de ces équipements
CODEART	Belgique		Relation indirecte avec CODEART via GADRU, AACP
Autres		Tous	Il va de soi que tout au long du programme nous chercherons les partenariats avec d'autres organisations et institutions, nous pensons ici plus particulièrement à : - Ministère de la Condition Féminine et des Droits des Femmes (MCFDF) - Ministère de l'Environnement - SOFA (Solidarite Fanm Ayisyen) - ...

3. Cohérence avec le Plan Stratégique (pays X Hors CSC)

Non applicable

4. Théorie du Changement associée à Haïti

La théorie du changement pour Haïti s'inscrit dans la théorie globale de changement de notre programme quinquennal Caritas International / Commission Justice & Paix (cf. point 4 de la Partie I Généralités du programme globale) en contribuant à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables, abordant les 4 dimensions (la stabilité, la disponibilité et l'accès, ainsi que l'utilisation) et en travaillant avec les institutions de base qui seront renforcées socialement et économiquement. Les acteurs clés du changement sont les ménages vulnérables comprenant jeunes, hommes et femmes. Le changement à long terme que ce programme global vise est la mise en place d'une société plus juste, plus durable, plus responsable et plus solidaire, une société où la population aura la possibilité de vivre dans la dignité et sera à même de s'adapter aux évolutions du monde dans lequel elle vit. Cela se traduit dans le programme d'Haïti tout d'abord par une diversification et une augmentation de la production agricole végétale et animale et ainsi l'augmentation de la valeur nutritive de la production, par une meilleure connaissance de l'environnement et des actions sur l'environnement afin d'assurer la durabilité des investissements des paysans et des ressources naturelles. Cela se traduit également par le renforcement de la gestion des biens (silos, stations de monte, ...) et des activités (cassaverie, MuSo, protection environnement,...) communes et un réseautage dans le département et au niveau national afin d'assurer la synergie nécessaire à l'efficacité des actions de développement. Aussi, et peut-être surtout, cela passe par le renforcement des OCB, et donc de l'individu, pour qu'en tant qu'acteurs autonomes, ils deviennent protagonistes de leur propre développement afin d'aboutir au respect de leurs droits fondamentaux.

La présente théorie s'inscrit dans la réflexion menée lors de l'approbation des ACC et CSC Haïti et part des constats, issus de l'atelier de formulation mené à Port au Prince en février 2016 avec des intervenants de différents secteurs.

Les vulnérabilités relatives au contexte dans lequel le programme va intervenir

Les deux zones principales dans lesquelles le programme va se concentrer sont Calumette (dans le département du Sud-Est) et Bonbon (département de Grand'Anse). La population y vit dans des conditions socio-économiques très précaires et dépend à 99% de l'agriculture qui est soumise à toutes sortes de contraintes dont les aléas climatiques (sécheresse prolongée, pluies diluviennes, inondations, etc.). Le passage régulier de cyclones dévastateurs au cours de ces vingt dernières années a grandement contribué à la décapitalisation des ménages augmentant ainsi leur vulnérabilité. De plus, au cours de ces trois dernières années, les communautés de Calumette et de Bonbon ont vécu de longues périodes de sécheresse, résultant en une crise alimentaire très grave forçant les communautés à recourir à des stratégies de survie qui, souvent, vont à l'encontre de leur développement et de l'environnement (la coupe des arbres pour la fabrication du charbon de bois, la consommation des stocks de semences, la vente d'animaux et la contraction de crédits à taux d'intérêt prohibitifs, etc.)

Même en temps normal, l'eau y est un liquide précieux qu'il faut aller chercher à 1 à 3 heures de marche dans une source non-protégée. Ceci a des répercussions graves sur la santé, l'état nutritionnel et l'hygiène de la population. Le choléra, présent en Haïti depuis 2010, est un facteur de risque pour la population. Enfin, dans les zones d'interventions du programme, les services publics sont manquants et même quasi inexistants ce qui augmente considérablement la mortalité (pas de dispensaires, pas de routes, ...).

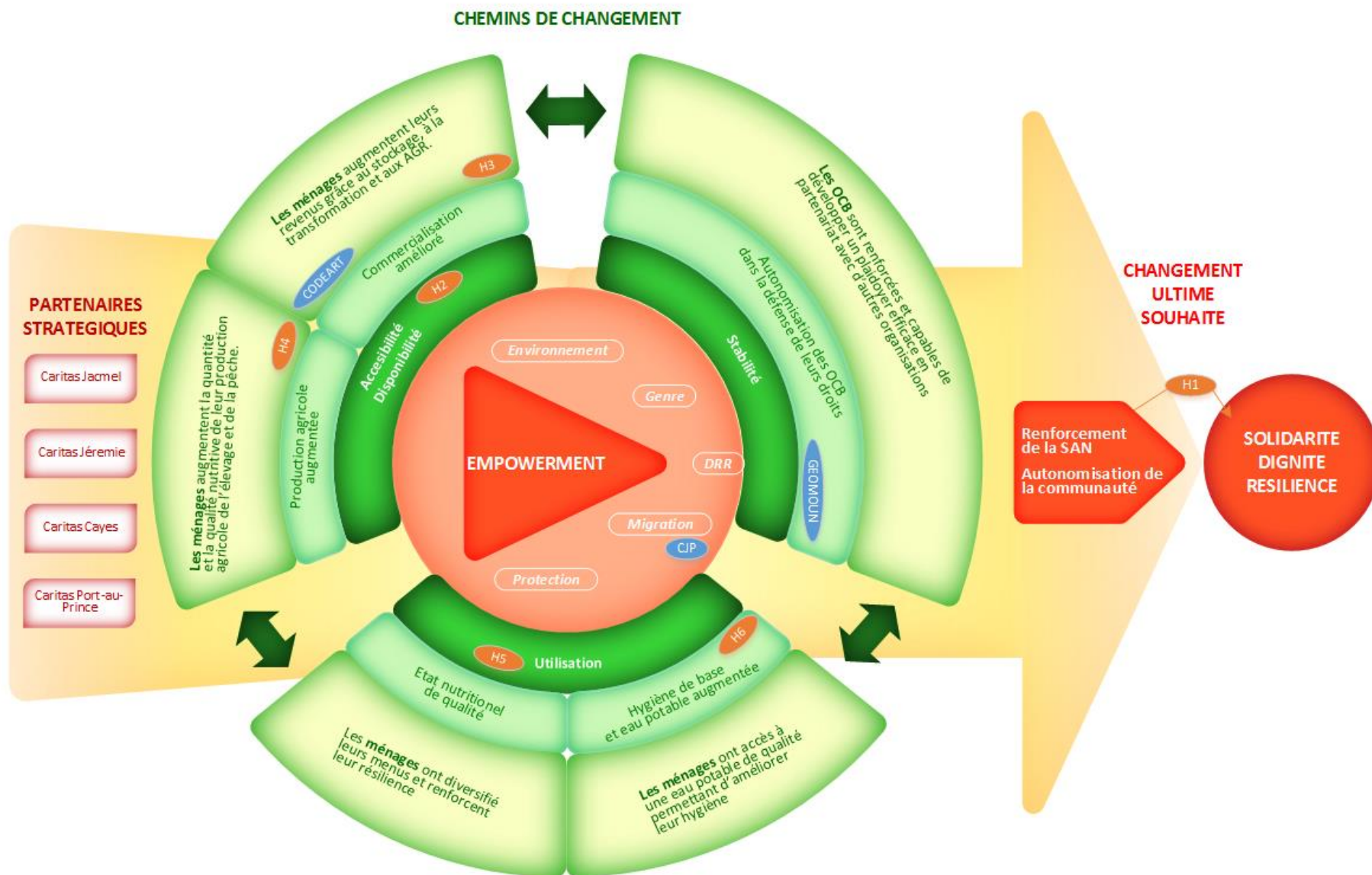
Ne trouvant pas d'école secondaire ou pas d'école secondaire de qualité, les parents sont forcés d'envoyer leurs enfants en ville. Peu d'enfants ayant avancé dans leurs études secondaires en ville retournent à la campagne, généralement ils cherchent du travail en ville ou se tournent vers la capitale désireux d'y travailler ou d'y continuer les études. C'est pour cela que dans les endroits reculés on ne trouve que très peu de jeunes sinon des jeunes personnes souvent défaitistes, considérant n'avoir aucun avenir sur place. Les jeunes ayant eu la chance de faire des études supérieures préfèrent rester à la capitale ou émigrer vers d'autres pays plutôt que de retourner à la campagne où de toute façon ils ne trouveront pas de travail rémunéré puisqu'il n'y a pas de structures.

FACTEURS EXTERNES

Aleas climatiques
Pénurie alimentaire
Pénurie d'eau potable
Pénurie d'eau pour l'agriculture
Non connaissance des droits humains
Non connaissance des forces communautaires
Inégalités sociales et économiques
Absence de services publics
Migrations régionales et internationales
Instabilité politique
Mauvaise gouvernance
Fuite des cerveaux

ACTEURS EXTERNES

Commerçants
Investisseurs privés (Agro-business)



La situation souhaitée

Par ce programme nous visons une communauté qui parvient à assurer sa sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui dispose des bases pour faire les meilleurs choix par rapport à ses actions sur l'environnement, par rapport aux cultures à planter, aux techniques culturales et d'élevage à appliquer, à la transformation, la conservation, la consommation et la commercialisation de ses produits. Nous visons une communauté qui s'est organisée et renforcée, ayant les principes nécessaires pour qu'elle prenne pleinement conscience de ses droits et pour qu'elle puisse s'organiser et s'adresser aux entités ayant le pouvoir de décision afin d'améliorer leur vie de famille, leur habitation, leur section, leur commune, leur département et leur pays.

L'empowerment, le processus de changement

Les transformations envisagées reposent essentiellement sur un processus d'empowerment des bénéficiaires afin d'augmenter leurs capacités d'analyse et de les aider à développer des réponses pertinentes face aux différents enjeux auxquels ils sont et seront confrontés : c'est le cœur de notre action. Ceci est sous-entendu par l'hypothèse qu'en renforçant les personnes vulnérables (hommes, et femmes, filles et garçons) à travers l'accès à la connaissance, l'accompagnement dans la prise de conscience et dans l'action, il est attendu que ces personnes puissent transformer positivement leurs conditions de vie et changer certains de leurs comportements (H1). Le rôle de Caritas est d'être facilitateur de ce changement et d'accompagner les véritables acteurs – les bénéficiaires des actions – dans leur parcours pour les mettre en condition de prendre ou reprendre le pouvoir sur leur propre vie, dans le respect de tous. Ce processus passe par 3 chemins de changements : Accessibilité / Disponibilité, Utilisation / Eau, Stabilité / renforcement organisationnel.

La stabilité

Le premier chemin va être de renforcer le pilier stabilité de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La population dans les zones d'intervention s'est déjà organisée en OCB, mais vivant essentiellement en vase clos, elle méconnaît ses droits et les moyens d'obtenir le respect de ses droits. Si cela est vrai pour la communauté, cela est vrai aussi pour les individus dans la communauté : les femmes, les jeunes, les handicapés, les hommes,... tous ont des droits et des devoirs, mais n'ayant pas de fenêtre sur l'extérieur, ils n'ont pas forcément pris conscience de leurs droits. Non seulement les OCB et leurs membres, mais aussi la Caritas seront renforcées au niveau des droits humains et du plaidoyer. Ce travail se fera avec la collaboration avec GEOMOUN (ONG belge).

La mise en pratique consistera en des ateliers de réflexions lors de journées nationales et internationales thématiques (l'enfance, violence contre les femmes, indépendance, ...), l'organisation de débats avec des autorités locales, ... Ces démarches doivent aboutir à des pétitions, à des prises de position à travers des notes de presse, à l'élaboration de cahiers des charges à soumettre aux autorités. GEOMOUN accompagnera quelques-uns de ces ateliers.

Aussi, il est important de mettre les OCB en contact avec d'autres OCB et avec d'autres types d'organisations comme les organisations de femmes et de droits humains, d'autres organisations paysannes en Haïti et à travers l'Amérique Latine, pour trouver le support et la solidarité nécessaire dans le cadre d'une démarche de plaidoyer. Ceci sera facilité par la mise en place d'un centre de NTIC à Calumette et à Bonbon. Les jeunes seront encouragés à faire des documentaires/témoignages qui pourront être partagés via les réseaux sociaux, les organisations pourront y faire des recherches et ceci désenclavera la zone, plus que le téléphone portable qui reste jusqu'à présent plutôt un moyen de communication privé.

L'enquête ménage démontre qu'en temps de crise ou pour effectuer des dépenses importantes, n'ayant pas accès à des banques, les gens ont recours à des crédits à des taux prohibitifs. Afin de contrer ceci, les ménages ont, dans certaines zones, mis en place des MuSo (Mutuelles Solidaires). Cette expérience se multiplie aujourd'hui et d'autres zones aimeraient mettre en place également des MuSo. Les MuSo représentent un groupe de personnes confrontées aux mêmes situations socioéconomiques et qui décident de s'unir afin de trouver une solution pour financer des petits projets ou faire face aux aléas de la vie (accidents, etc.) Jusqu'à présent, ce sont surtout les femmes qui sont membres de ces MuSo afin de pouvoir mener leur activité de petit commerce. Un renforcement de ces MuSo existants et l'encadrement des MuSo voulant émerger est nécessaire. Aussi, afin de permettre le crédit agricole et le crédit pour les AGR et la commercialisation des

produits agricoles, un apport au fonds de crédit est nécessaire. Une attention particulière sera portée à ce que les femmes exercent des responsabilités à des postes décisionnels. Des ateliers relatifs aux droits humains, aux droits des femmes et des enfants seront organisés pour encourager et sensibiliser les populations. Des rencontres entre femmes de différents réseaux locaux ou départementaux seront organisées pour encourager l'empowerment des femmes et partager les diverses expériences vécues.

L'accessibilité et la disponibilité au service de la résilience face aux aléas climatiques

Un deuxième chemin de changement est d'accroître l'accessibilité aux vivres et leur disponibilité en quantité suffisante et en qualité appropriée. Au vu des vulnérabilités présentes au niveau du secteur agricole, il est essentiel que les populations vulnérables soient aujourd'hui en mesure de s'adapter aux aléas climatiques et de mieux gérer leurs conséquences. Cela ne peut se produire que si la production agricole des ménages vulnérables est sécurisée dans le temps et que les revenus de ces ménages sont diversifiés afin de ne pas dépendre que des activités agricoles (H2).

Quant au stockage, l'enquête ménage montre que beaucoup de paysans ne stockent pas ou stockent mal leur grains, leurs semences ou le résultat de leur pêche, avec pour résultat d'importantes pertes et un manque de grains et de poissons pour la consommation et de semences pour le semis (H3). Ils sont donc obligés de vendre leurs grains à bas prix au moment des récoltes et d'acheter des grains et semences au prix fort après. En utilisant des silos communautaires pour le stockage des semences et des fûts métalliques pour le stockage de grains, les pertes seront considérablement limitées et les dépenses aussi. Ceci ira de pair avec une formation solide en sélection de semences, en conservation de semences et de grains et en gestion de silos communautaires. Quant aux pêcheurs, ils n'avaient jusqu'à présent que d'anciens petits congélateurs inappropriés pour la conservation du poisson jusqu'à la vente, ce qui diminue l'offre de produits de pêche sur le marché bien que la demande soit élevée. Cette activité représente une source de revenus pour la zone, pour les hommes pêcheurs, pour les femmes qui font le commerce et la transformation du poisson. Avec une chambre froide, les pêcheurs pourront répondre à la demande même aux moments où la mer est moins poissonneuse.

Jusqu'à présent la valorisation des produits agricoles ou de pêche sur place est timide voire inexistante malgré les potentialités. Il n'y a pas de cassaveries sur place, il y a des endroits où il n'y a même pas de moulin de maïs dans la localité, alors que le maïs moulu est la forme la plus commercialisable du maïs. Ensemble, surtout avec les femmes, la transformation d'autres produits agricoles, de pêche et de fruits seront explorés. Des formations seront données sur le montage et la gestion d'une microentreprise. Cet ensemble d'activités sera mené en collaboration avec des organisations et des institutions telles que l'AECF (Ateliers Ecoles de Camp-Perrin), l'APTECH (Ateliers Pilotes de Technologie, Sud-Est), GADRU (Groupe d'Appui au Développement Durable) qui travaille en partenariat avec Codéart (ONG belge). Ces activités ont certes pour objectif de valoriser les produits locaux et d'enrichir le panier du ménage mais surtout de fournir la possibilité aux femmes de générer des revenus. Ceci est très important car elles sont les « poto mitan »¹ des ménages haïtiens.

Dans ce programme, l'environnement et la résilience reçoivent une grande attention car il faut absolument et obligatoirement réduire l'impact des aléas climatiques et des catastrophes. Les paysans n'ont aucun contrôle sur le climat, mais ils peuvent diminuer l'impact des catastrophes en agissant sur l'environnement, en diversifiant la production, en adaptant les méthodes culturales et d'élevage, et en choisissant des cultures résilientes(H4).

Les ménages adopteront de meilleures habitudes alimentaires et hygiéniques

L'enquête ménage montre très clairement que les gens ont de mauvaises habitudes alimentaires mais aussi hygiéniques en dépit de la présence du choléra. Il est de plus en plus évident que stabilité, disponibilité et accessibilité ne sont pas suffisantes pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages. Si des aliments nutritifs sont disponibles et accessibles, si l'eau potable est accessible et si les bonnes pratiques en matière d'hygiène et de nutrition sont utilisées, il en résultera une amélioration de l'état nutritionnel des ménages (H5).

¹ Poto mitan : poteau du milieu, c'est le poteau le plus important d'une construction portant un toit rond. La construction se tient droite grâce au poteau du milieu. La femme, de par son omni-valence, est le poto mitan de la famille haïtienne.

Les Caritas Diocésaines disposent d'un responsable santé qui pourra, en collaboration avec le reste de l'équipe, et là où c'est possible avec le service décentralisé du MSPP et la Direction Sanitaire, travailler sur des outils et des modules pour faciliter la sensibilisation des ménages et ainsi le changement de comportement nutritionnel et hygiénique. Nous passerons par la formation d'agents d'éducation communautaires qui à leur tour feront, de façon permanente la sensibilisation des ménages.

Il serait inutile de travailler sur un changement de comportement nutritionnel et hygiénique en absence d'eau (H6). Or, dans certaines zones, les sources et les rivières sont absentes et où le seul moyen d'obtenir de l'eau est de marcher pendant des heures pour s'approvisionner à une source non protégée. Une alternative est la collecte et le stockage d'eau de pluie ce qui allègera considérablement le travail des femmes et enfants pendant une grande partie de l'année. Elles pourront s'adonner alors à d'autres tâches, à des activités génératrices de revenus, aux loisirs et les enfants pourront s'épanouir en jouant, en allant à l'école ou en étudiant les leçons.

La diminution de défécation à l'air libre sera évidemment prônée, ceci sans pour autant pourvoir les ménages en latrine familiales, ce qui serait contraire à la politique d'assainissement de la DINEPA et à la loi qui considère que chaque maison construite doit avoir son lieu d'aisance. Les ménages pourront pourtant recevoir de l'aide technique concernant les types de latrines et les normes pour la construction. La construction d'un type de latrine dans le Champ École Paysans ou autre lieu public pourrait s'envisager à des fins didactiques.

Comme le comportement se forge plus facilement dès le jeune âge, des activités de sensibilisation sur l'environnement, sur des techniques agricoles simples, la composition des repas, la gestion des déchets et l'hygiène seront mises en place dans les écoles

Monitoring & Evaluation

Les organes suivants constitueront le cadre d'appréciation du niveau d'avancement des activités et de la mise en œuvre de la ToC Haïti :

- Le Comité Exécutif (ou de suivi) est composé des cadres de la Caritas diocésaine actifs dans le programme, de représentants des OCB et de la CI.Be. Les réunions sont organisées chaque trimestre (en marge de la réunion du Comité de Pilotage) et sur demande d'un de ses membres. Sur la base des rapports trimestriels et des visites de terrain, ce comité évalue l'état d'avancement des activités du projet et identifie éventuellement les facteurs de blocage et les pistes de solution. Il prend en compte les discussions et les demandes du Comité de Pilotage précédent et approuve la planification proposée par l'équipe technique pour les 6 mois suivants.
- Comité de Pilotage : il est composé des représentants de la Caritas diocésaine de la région, des OCB bénéficiaires, des autorités locales, des services techniques de l'État et de CI.Be, du point focal de la Caritas Haïti et d'invités éventuels. Les réunions sont organisées tous les trimestres par CI.Be et se tiennent dans la région concernée. Les réalisations des mois précédents et la planification pour le trimestre à venir y sont présentées. Son travail est de veiller à la conformité de l'exécution du programme avec le document du programme. En cas de non-conformité ce Comité demandera au Comité Exécutif ou bien de redresser vers la conformité ou bien de donner l'argumentation suffisante pour procéder à un amendement. C'est l'occasion pour que les représentants de l'Etat soient vraiment impliqués dans le programme et son suivi.
- L'atelier annuel thématique et programme Haïti prévoit de réunir les partenaires du programme avec des représentants des bénéficiaires et des autorités locales pour une semaine pendant laquelle d'une part un thème sera traité et d'autre part le programme sera évalué en rapport avec ce thème. Les thèmes choisis seront : le genre, le droits des femmes, la violence ; autorités et projets de développement ; droits humains / plaidoyer ; mon environnement = ma maison ; pourquoi (ne pas) migrer ; etc.
- Comité de pilotage du programme global Caritas International/Justice & Paix : ce comité se tiendra à Bruxelles trois fois, en année 1, en année 3 et en année 5 et permettra d'assurer la cohérence globale du programme et d'évaluer la ToC générale. Ce comité sera composé de représentants de Caritas International et de Commission Justice & Paix, de représentants des partenaires et des bénéficiaires.

Une évaluation participative sera réalisée à mi-parcours et vers la fin du programme.

Une évaluation externe sera réalisée à mi-parcours (année 3) ainsi qu'une évaluation externe finale (année 5). Ces évaluations permettront d'évaluer l'efficacité, l'efficacité et l'impact des activités du programme sur les conditions de vie des ménages ainsi que la pertinence de la théorie du changement.

5. Analyse des risques associées à Ha iti

Les risques sont évalués selon la grille suivante :

Probabilité	1	Faible	Gravité	1	Mineure	Niveau critique = P x G	1-4	Négligeable
	2	Moyenne		2	Moyenne		5-6	Acceptable
	3	Forte		3	Importante		7-9	Elevé
	4	Très forte		4	Majeure		10-12	Majeur
							13-16	Inacceptable

Les mesures d'atténuation des risques peuvent être préventives ou protectives.

N°	Log. Interv.	Date de détection	Risques		Importance			Mesure d'atténuation				Suivi	
			Description	Impact sur le projet	Prob.	Grav.	Niveau Critique	Prév.	Prot.	Description	Resp.	Resp.	Fréquence
1	Tous	Continu	Catastrophes naturelles (cyclones, tremblement de terre)	Destruction de vies et de biens. Découragement des ménages Impossibilité d'atteindre, ou retard dans, les résultats escomptés	3	4	12	x		- Encouragement de la production de plans de contingence au niveau local	Section GRD des CD	Cl.Be Caritas Diocésaine	Chaque Trimestre
								x	x	- Collaboration avec les DPC	Section GRD des CD		
								x		- Traitement des terres en amont des habitations et des parcelles et d'autres mesures de mitigation	Section GRD des CD		
2	Tous	Continu	Aléas climatiques (extrême sécheresse, trop de pluie)	- Baisse ou perte de la production - Détérioration des parcelles et des terrains en amont - Retard dans l'obtention des résultats - Découragement	3	3	9	x		- Choix de cultures résilientes	Section Agricole des CD	Cl.Be Caritas Diocésaine	Chaque Trimestre
								x		- Traitement des terres en amont des habitations et des parcelles	Section GRD des CD		
								x	x	- Utilisation du paillis, compost, fumure	Section Agricole des CD		
								x		- Lutte antiérosive dans les parcelles	Section Agricole des CD		
3	R1, R2	Continu	Maladies des cultures	- Baisse de la production - Diminution des revenus - Manque d'aliments - Manque de semences pour la prochaine saison - Découragement	3	3	9	x	x	- Bonne collaboration avec les structures déconcentrées du MARNDR : DDA et BAC	Section Agricole des CD	Cl.Be Caritas Diocésaine	Chaque Trimestre
								x		- Choix de variétés résistantes ou d'autres cultures.			
								x	x	- Application des mesures phytosanitaires pour éviter la propagation de la maladie			
4	Tous	Continu	Résistance des partenaires et/ou bénéficiaires pour pousser en pratique les changements en matière genre	- Malaise entre bénéficiaires et/ou bénéficiaires versus partenaires	3	3	9	x		- Sensibilisation et formation des cadres/employés au début de la mise en œuvre du projet	Cl.Be	Cl.Be	Chaque Trimestre
								x		- Sensibilisation et formation des bénéficiaires (hommes et femmes)	Caritas Diocésaine		
								x	x	- Suivi continu de cet aspect au niveau des activités et rapports	Caritas Diocésaine		
5	R1	Continu	Épidémie et/ou vol d'animaux	- Baisse ou perte de production - Perte de revenus - Augmentation de la vulnérabilité face aux chocs. - Dérangement, ralentissement du système PF2P	3	3	9	x	x	- Contact soutenu avec le MARNDR et ses structures déconcentrées	Section Agricole des CD	Cl.Be Caritas Diocésaine	Chaque Trimestre
								x		- Identification systématique des animaux et fiche de Suivi par animal	OCB		
								x		- Formation sur l'élevage	Section Agricole des CD		
								x	x	- Application des mesures sanitaires pour éviter la propagation de la maladie	OCB		

N°	Log. Interv.	Date de détection	Risques		Importance			Mesure d'atténuation				Suivi	
			Description	Impact sur le projet	Prob.	Grav.	Niveau Critique	Prév.	Prot.	Description	Resp.	Resp.	Fréquence
6	Tous	Continu	Dévalorisation de la gourde haïtienne fasse à la monnaie américaine et européenne	- Coût de la vie augmente - Démotivation des paysans et des cadres - Planification et suivi budgétaire difficile	3	3	9	x		- Virement vers les partenaires en USD qu'ils changeront selon le besoin	Caritas Diocésaine Cl.Be	Cl.Be	Mensuelle
								x		- Salaires du personnel des partenaires définis en USD, payés au taux du jour.	Caritas Diocésaine		
								x		- Chaque partenaire ouvre un compte en banque en HTG et un compte en banque en USD.	Caritas Diocésaine		
								x		- Rapports financiers et suivi budgétaires en EUR	Caritas Diocésaine Cl.Be		
7	Tous	Continu	Instabilité politique (voir aussi insécurité)		3	2	6	x		- Éviter tout acte et prise de position politique partisane lors des activités du projet	Caritas Diocésaine Cl.Be	Cl.Be Caritas Diocésaine	Chaque Trimestre
								x	x	- Éviter les déplacements entre départements			
8	Tous	Continu	Insécurité	- Limitation dans les déplacements - Retard dans l'exécution des activités - Suivi inadéquat des activités - Perte de matériel du projet	3	2	6	x		- Mise sur pieds d'un arbre de communication	Caritas Diocésaine Cl.Be	Cl.Be Caritas Diocésaine	Chaque Trimestre
								x		- Enclenchement de l'arbre de communication lors de déplacements importants			
								x		- Partage d'information continu			
								x		- Planification efficace des déplacements			
9	Tous	Continu	Aggravation de l'épidémie choléra	- Choc pour les ménages (maladie & - Vente de bétail - Perturbation du système P2FP	2	3	6	x		- Sensibilisation continue sur les règles d'hygiène surtout en ce qui concerne lavage des mains, traitement de l'eau à domicile et défécation à l'air libre.	Section Santé des CD	Cl.Be Caritas Diocésaine	Chaque Trimestre
10	R1	Continu	Conflits avec les pêcheurs de la République Dominicaine	- Perte de matériels de pêche - Baisse de pêche, donc de revenus - Retard dans l'obtention des résultats	2	3	6	x		- Plaidoyer pour une meilleure gestion des eaux territoriales	APIB	Cl.Be Caritas Diocésaine	Chaque Trimestre
								x		- Promouvoir des relations cordiales entre pêcheurs Dominicains et Haïtiens	Caritas Diocésaine		
								x		- Formation des pêcheurs sur la gestion pacifique des conflits			

6. Prise en compte du Dialogue Stratégique lié au CSC Haïti

Le programme prend en compte les deux aspects sur lesquels portaient les recommandations de la DGD : le plaidoyer et l'utilisation des NTIC.

Le programme prévoit des actions de plaidoyer dans le cadre d'organisation de rencontres liées aux journées internationales à thème (l'enfance, violence contre les femmes, indépendance, ...), l'organisation de débats avec des autorités locales, ... Ces activités aboutiront à des pétitions, à des prises de position à travers des notes de presse, à l'élaboration de cahiers de charges à soumettre aux autorités.

Aussi, nous développerons les liens entre les OCB afin qu'elles fonctionnent davantage en réseau, ensemble pour être plus fortes. Nous développerons des contacts et des activités avec d'autres types d'organisations comme les organisations de femmes et des organisations de droits humains, d'autres organisations paysannes en Haïti et à travers l'Amérique Latine, ... pour trouver le support et la solidarité nécessaire dans le cadre d'une démarche de plaidoyer.

Parallèlement, le programme prévoit de mettre en place des centres de NTIC à Calumette et à Bonbon. Les jeunes, plus propices à l'utilisation des nouvelles technologies, seront encouragés à faire des petits documentaires/témoignages qui pourront être partagés, les organisations pourront y faire des recherches et ceci désenclavera la zone.

7. Haïti Outcome / Objectif spécifique

7.1. Fiche OS Haïti

Fiche OS Haïti :		La sécurité alimentaire et nutritionnelle de 765 ménages vulnérables ruraux des départements de Grande-Anse, du Sud, du Sud-Est et de l'Ouest est améliorée de façon durable.			
IATI activity identifier :		/			
Pays :		Haïti	Cet outcome/objectif est-il couvert par un CSC ?		Oui
Province(s) / Etat(s) ciblé(s) :		Département	Subnational admin level 2 (Arrondissement)	Subnational admin level 3 (Commune)	Localité (Section)
Partenaires locaux ou parties prenantes :	Caritas Diocésaine Jacmel	Sud-Est	Belle-Anse	Belle-Anse	Calumette
	Caritas Diocésaine Jérémie	Grand'Anse	Jérémie	Bonbon	Bonbon
	Caritas Diocésaine Cayes	Sud	Port-Salut	Port-Salut	Dumont
	Caritas Diocésaine Port-au-Prince	Ouest	Croix-des-Bouquets	Cornillon	1ère et 2ème Plaine Céleste
Autre localisation de l'intervention :					
Coordonnées GPS :	Nom Partenaire / Lieu	Longitude :		Latitude :	
Groupe-cible :		765 ménages ruraux vulnérables			
Bénéficiaires :		CD Jacmel : 2 OCB : 300 ménages (7,6 personnes/ménage EM161) CD Jérémie : 3 OCB : 115 ménages (6,0 personnes/ménage EM16) CD Cayes : 10 OCB : 160 ménages (± 6 personnes/ménage) CD Port-au-Prince : 6 OCB : 150 ménages (± 6 personnes/ménage) Total bénéficiaires directs : 725 ménages * 6,6 personnes/ménage = 4.730 personnes			
Secteur principal :		31120 Développement rural			
Interactions des demandeurs :		Des collaborations seront envisagées avec les Commissions Justice et Paix locales. Des interactions entre les volets Nord et Sud du programme commun sont également prévues afin de nourrir les réflexions et les actions des deux volets sur les principales thématiques abordées, à savoir : sécurité alimentaire et nutritionnelle, migration et développement, consommation et exploitation des ressources naturelles, démocratie et vivre-ensemble.			
Autres organisations impliquées :		/			
Coûts opérationnels de l'outcome/objectif spécifique (total) :		1.531.200 €			
Markers :					
	Environnement	1			
	RIO : désertification	0			
	RIO : biodiversité	1			
	RIO : CC adaptation	1			
	RIO : CC mitigation	1			
	Genre	1			
	Bonne Gouvernance	1			
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile (SGMNI)	1			
	HIV/Aids	0			
	Droits des enfants	1			
	Trade development	1			

7.2. Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique

	Baseline	An 3	An 5	Sources de vérification	Acteur(s) impliqué(s)
Cibles stratégiques CSC HAÏTI	Cible 1 : 1A, 1B, 1C Cible 2 : 2B, 2C, 2D Cible 3 : 3A, 3B Cible 6 : 6A, 6D Cible 7 : 7B, 7C, 7D, 7E, 7H Cible 8 : 8A, 8B, 8C, 8D, 8E, 8F, 8G				
Outcome / Objectif spécifique	La sécurité alimentaire et nutritionnelle de 725 ménages vulnérables ruraux des départements de Grande-Anse, du Sud, du Sud-Est et de l’Ouest est améliorée de façon durable.				
Hypothèses	- pas de catastrophes naturelles ou de phénomènes (sécheresse prolongée ou pluies abondantes hors saison) suite aux changements climatiques majeurs - taux de la HTG pas trop variable, pas de dévaluation galopante de la HTG par rapport au USD et au EUR - peu de résistance des bénéficiaires et des partenaires pour pousser les changements en matière de genre en pratique - l'insécurité criminelle ou l'insécurité résultant de l'instabilité politique n'empêchent pas les déplacements des partenaires et de la CI.Be pendant de trop longues périodes				
Indicateur 1 : % ménages qui ont un SCA acceptable	45%	60%	80%	Enquête ménages	
Indicateur 2 : % ménages qui ont des bonnes pratiques familiales essentielles	23%	40%	50%	Enquête ménages Visites de terrain	
Indicateur 3 : % ménages qui ont diminué leur CSI d’au moins 30%	0%	15%	40%	Enquête ménages	
Résultat 1	Les interventions et les choix des agriculteurs pour diminuer l'impact des aléas climatiques augmentent la production et sa valeur nutritionnelle.				
Hypothèses	- pas de nouvelles épidémies animales ou végétales - collaboration des structures déconcentrées de la MARNDR avec le programme				Caritas Diocésaines Jacmel, Jérémie, Cayes et Port-au-Prince OCB : Calumette AGC, APIB Bonbon : OPB, OPD1, OPD2 Dumont : 10 OCB Cornillon : 5 OCB CI.Be MARNDR, DDA, BAC
Indicateur 1 : Augmentation du cheptel (caprin, bovin) des ménages bénéficiaires à travers la chaine de solidarité (P2FP)	0,9 bo 1 ch	1,7 bo 6 ch	3 bo 11 ch	Cahier de distribution Fiche par tête de bétail Cahier de remboursement	
Indicateur 2 : Nombre d’agriculteurs produisant et utilisant du compost ou fumier	11% comp. 51% fum.	20% comp. 65% fum.	40% comp. 80% fum.	Suivi de terrain Photos Témoignages	
Indicateur 3 : Nombre d’agriculteurs pratiquant au moins 3 variétés résilientes suivant pratiques agro-écologiques	0%	15%	35%	Suivi de terrain Photos, témoignages	
Résultat 2	La disponibilité et l'accès aux produits agricoles et de pêche ont augmenté dans la communauté				
Hypothèses	- taux de la HTG pas trop variable car les MuSo fonctionnent en HTG - pas de conflits entre pêcheurs haïtiens et dominicains - Collaboration des structures déconcentrées de la MARNDR avec le programme				
Indicateur 1 : Quantité de semences et grains stockée dans silos par saison	0 marmites	3,000 marmites	5,000 marmites	Cahiers comité gestion silo communautaires Suivi ménages	
Indicateur 2 : Capacité de stockage fonctionnel (m3) Quantité de produits de pêche stockée par an (lb)	1,144 marmites	4,500 marmites	7,100 marmites	Cahiers APIB Suivi ménages	

Indicateur 3 : Nombre d'unités de transformation de produits agricoles et de pêche fonctionnels	3	10	15	Photos Suivi ménages Bilan d'entreprise
Indicateur 4 : Enveloppe crédit octroyé par les MUSO aux activités de transformation et/ou de commercialisation de la production agricole, piscicole locale.	0 EUR	7,000 EUR	14,000 EUR	Cahiers MUSO Suivi activités de commercialisation et de transformation
Résultat 3	Les ménages adoptent de meilleures habitudes alimentaires et hygiéniques			
Hypothèses	- Les structures déconcentrées de la MSPP collaborent avec le programme			
Indicateur 1 : Pourcentage des ménages bénéficiaires ayant un SCA limite ou pauvre (désagrégué Hommes/Femmes/Jeunes)	55%	40%	20%	Enquête de ménages
Indicateur 2 : Temps pris par les femmes et/ou enfants à la recherche de l'eau par an	35j	25j	15j	Enquête de ménages Suivi ménages
Indicateur 3 : Nombre de personnes pouvant décrire au moins 5 bonnes pratiques nutritionnelles et au moins 5 bonnes pratiques d'hygiène	0%	30%	55%	Enquête de ménages
Résultat 4	Le niveau d'engagement de la communauté dans la défense de ses droits et à influencer les décisions relatives à la bonne marche de la communauté a augmenté			
Hypothèses	- Les structures déconcentrées des ministères et les autorités acceptent le dialogue et les débats avec les OCB.			
Indicateur 1 : Nombre d'actions de plaidoyer organisées et relayées par la communauté	0	8	20	Rapports activités (événements) Cahier de charge, pétition, note pour la presse Suivi terrain
Indicateur 2 : % de femmes dans les structures de décision	20%	33%	40%	Composition comité coordination OCB, PME, MUSO ; comité de suivi, ...
Indicateur 3 : Nombre d'OCB appartenant à au moins un réseau	1	3	5	Suivi OCB, PME, MUSO Acte constitutif, certificat d'intégration, ...
Conditions préalables :				

Typologie des activités :

- 1.1. Appui à l'élevage et la pêche
- 1.2. Protection de l'environnement
- 1.3. Appui à la production végétale
- 2.1. Stockage semences, grains et produits de pêche
- 2.2. Transformation de produits agricoles et de pêche
- 2.3. Crédit à la commercialisation, aux AGR via MuSo
- 3.1. Appui à la récupération et au stockage d'eau de pluie et au TED
- 3.2. Education nutritionnelle et hygiéniques dans les ménages et écoles
- 3.3. Mise en place jardins scolaires
- 4.1. Renforcement des OCB
- 4.2. Renforcement et accompagnement MuSo
- 4.3. Appui à la mise en réseau des OCB et PME
- 4.4. Appui aux actions de plaidoyer

(*) Baseline : Les valeurs des IOV indiquées pour la Baseline sont issues d'une enquête ménages externe réalisées au mois d'août 2016 dans les zones d'actions prévues pour l'intervention. 305 ménages ont été interrogés par une équipe d'enquêteurs expérimentés.

7.3. T3 – Coûts opérationnels OS

Programme Caritas International / Commission Justice&Paix - Budget 2017-2021 - OSS Haïti

	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
Coûts opérationnels						
1. Partenaires						
Investissement	268.640,17	107.176,83	83.268,50	42.313,50	16.346,00	517.745,00
Fonctionnement	119.528,15	63.134,63	72.688,13	60.377,05	68.544,55	384.272,50
Personnel	101.491,60	70.788,00	70.788,00	70.788,00	70.788,00	384.643,60
2. Collaborations						
Investissement	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	-	-	-	-	-	-
Personnel	-	-	-	-	-	-
3. Bureau local						
Investissement	4.100,00	60.000,00	800,00	-	-	64.900,00
Fonctionnement	33.450,00	14.520,00	14.520,00	14.310,00	14.310,00	91.110,00
Personnel	9.876,02	11.163,00	11.163,00	11.163,00	11.163,00	54.528,02
4. Siège						
Investissement	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	6.666,67	2.000,00	6.666,67	2.000,00	16.666,67	34.000,00
Personnel	-	-	-	-	-	-
Total CO :	543.752,60	328.782,46	259.894,29	200.951,55	197.818,22	1.531.199,11
Investissement	272.740,17	167.176,83	84.068,50	42.313,50	16.346,00	582.645,00
Fonctionnement	159.644,82	79.654,63	93.874,79	76.687,05	99.521,22	509.382,50
Personnel	111.367,62	81.951,00	81.951,00	81.951,00	81.951,00	439.171,62

Partenaires						
Caritas Jeremie	180.241,87	98.412,00	85.853,00	78.192,00	71.667,00	514.365,87
Caritas Jacmel	200.779,82	142.687,46	140.891,63	95.286,55	84.011,55	663.657,00
Caritas Port-au-prince	58.109,35					58.109,35
Caritas Cayes	50.528,88					50.528,88
Total Partenaires :	489.659,91	241.099,46	226.744,63	173.478,55	155.678,55	1.286.661,10

Collaborations						
Total Collaboration 1						
Total Collaboration X						
Total Collaborations :						

Programme commun - Caritas International						
Investissement	272.740,17	167.176,83	84.068,50	42.313,50	16.346,00	582.645,00
Fonctionnement	159.644,82	79.654,63	93.874,79	76.687,05	99.521,22	509.382,50
Personnel	111.367,62	81.951,00	81.951,00	81.951,00	81.951,00	439.171,62
Total CI.be	543.752,60	328.782,46	259.894,29	200.951,55	197.818,22	1.531.199,11

Programme Caritas International / Commission Justice&Paix - Budget 2017-2021 - OSS Haïti - Détails

	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
Coûts opérationnels						
Investissement						
Matériel roulant	88.500,00	-	-	-	-	88.500,00
Matériel bureautique	13.300,00	-	800,00	3.200,00	-	17.300,00
Mobilier de bureau	-	-	-	-	-	-
Equipement Sources d'énergie et de Communication	10.000,00	-	11.600,00	4.500,00	-	26.100,00
Matériel de construction	39.324,17	50.170,83	8.937,50	8.937,50	-	107.370,00
Matériel de transformation et de stockage	9.010,00	7.660,00	1.650,00	-	-	18.320,00
Appui à la production animale	64.296,00	12.596,00	25.181,00	11.846,00	9.896,00	123.815,00
Appui matériel aux PDV et Entrepôts	16.250,00	75.450,00	21.650,00	7.700,00	2.700,00	123.750,00
Semences	32.060,00	21.300,00	14.250,00	6.130,00	3.750,00	77.490,00
Fonctionnement						
Frais de fonctionnement du bureau	16.750,00	10.280,00	10.280,00	10.280,00	20.280,00	67.870,00
Immatriculation, carburant et maintenance	22.754,00	16.084,00	16.084,00	16.084,00	16.084,00	87.090,00
Renforcement des liens avec l'Etat et les partenaires	5.220,00	7.220,00	5.220,00	8.220,00	6.220,00	32.100,00
Formation des bénéficiaires et parties prenantes	39.946,15	12.262,63	17.816,13	8.505,05	12.672,55	91.202,50
Visites d'échanges	6.000,00	2.500,00	1.500,00	2.500,00	1.500,00	14.000,00
Frais de formation de la structure d'appui	20.000,00	-	5.000,00	-	5.000,00	30.000,00
Organisation de Séminaires et Comité de pilotage Déplacements sur les zones d'action	24.666,67	11.100,00	17.766,67	10.890,00	17.556,67	81.980,00
Ateliers annuel partenaires du programme (programme & thème)	7.200,00	4.800,00	4.800,00	4.800,00	4.800,00	26.400,00
Frais de déplacement pour mission de services	17.108,00	15.408,00	15.408,00	15.408,00	15.408,00	78.740,00
Personnel						
Personnel local						
Coordonnateur de Programme	11.700,36	6.720,00	6.720,00	6.720,00	6.720,00	38.580,36
Manager	5.169,23	6.240,00	6.240,00	6.240,00	6.240,00	30.129,23
Chargé de projet	30.766,86	18.240,00	18.240,00	18.240,00	18.240,00	103.726,86
Technicien Végétale/ Technicien agricole	13.042,37	8.664,00	8.664,00	8.664,00	8.664,00	47.698,37
Technicien Animale/ Technicien vétérinaire	10.109,82	8.664,00	8.664,00	8.664,00	8.664,00	44.765,82
Responsable ECOSOL	4.871,01	1.890,00	1.890,00	1.890,00	1.890,00	12.431,01
Médecin	-	-	-	-	-	-
Infirmière	3.459,41	4.176,00	4.176,00	4.176,00	4.176,00	20.163,41
Auxiliaire	-	-	-	-	-	-
Chauffeur	8.066,98	5.058,00	5.058,00	5.058,00	5.058,00	28.298,98
Comptable	17.451,12	14.796,00	14.796,00	14.796,00	14.796,00	76.635,12
Logisticien	-	-	-	-	-	-
Informaticien	-	-	-	-	-	-
Animateurs (2)	3.067,46	3.840,00	3.840,00	3.840,00	3.840,00	18.427,46
Personnel expatrié						
Coopérant	3.663,00	3.663,00	3.663,00	3.663,00	3.663,00	18.315,00
Total CO :	543.752,60	328.782,46	259.894,29	200.951,55	197.818,22	1.531.199,11
Investissement	272.740,17	167.176,83	84.068,50	42.313,50	16.346,00	582.645,00
Fonctionnement	159.644,82	79.654,63	93.874,79	76.687,05	99.521,22	509.382,50
Personnel	111.367,62	81.951,00	81.951,00	81.951,00	81.951,00	439.171,62

7.4. Motivation au regard des critères du CAD

7.4.1. Description de la Pertinence

Un processus de formulation participatif

Le processus de formulation du présent programme s'est voulu participatif et collectif. Un premier atelier en janvier 2016 a jeté les bases du programme en définissant les éléments clés de la stratégie de Cl.be pour son nouveau programme DGD afin de disposer d'un cadre suffisamment élaboré pour la planification au niveau des 6 pays du programme (Burundi, RDC, Ethiopie, Haïti, Niger et Rwanda). En mars 2016, tout comme pour les autres pays envisagés, un atelier s'est déroulé à Port-au-Prince avec l'ensemble des partenaires de Cl.be et des représentants des bénéficiaires. Une journée a également été consacrée à des échanges avec d'autres acteurs de la société, qu'ils collaborent déjà ou pas encore avec les partenaires de Cl.be. La présence de représentants des bénéficiaires a permis de faire remonter les préoccupations prioritaires de la population tandis que les échanges avec les autres acteurs de terrain, outre d'envisager les possibilités de synergies et complémentarités, ont surtout permis d'aborder les différentes méthodologies et approches auprès des mêmes populations. En mai et juin, tout en poursuivant la réflexion pays par pays, un atelier de validation tirait les conclusions des différents processus afin d'en faire ressortir les points de convergence et définir la cohérence du programme pour son volet Sud ainsi que les liens forts avec les actions envisagées dans la cadre du volet Nord du même programme. Ce dernier volet a été monté conjointement avec CJP étant donné les liens forts existants entre nos deux organisations et la complémentarité des thématiques abordées tant au Nord qu'au Sud.

Pertinence par rapport au CSC Haïti

Cible stratégique du CSC	Résultat concerné	Contribution du programme
Cible 1 : Contribuer à la diminution de la dégradation de l'environnement. (ODD 6 + 12 + 13 + 14 + 15 + 17)	Résultat 1	Le programme consacre des moyens à la protection de l'environnement et la mise en place de techniques de préparation et de conservation des sols. Des activités de sensibilisation et de plaidoyer sont prévues afin de changer les mentalités et les pratiques dégradantes pour l'environnement.
Cible 2 : Promouvoir des relations équitables et mutuellement enrichissantes entre hommes et femmes, jeunes et adultes et l'inclusion des groupes sociaux marginalisés. (ODD 1 + 5 + 10 + 17)	Tous les résultats du programme	Prise en compte et promotion de relations équitables au niveau des Mutuelles de Solidarité (MuSo), des activités liées à l'eau, à la transformation des produits agricoles et de pêche, du petit élevage. L'objectif est que la femme génère des revenus et du temps nécessaire pour assurer l'épanouissement de ses enfants et d'elle-même, qu'elle puisse prendre sa place dans les endroits de prise de décision et/ou qu'elle puisse influencer les preneurs de décision. Un travail de sensibilisation et de formation sera fait avec les Caritas Diocésaines et avec les membres des communautés (hommes, femmes, jeunes) sur la distribution de tâches et de responsabilités entre hommes et femmes, jeunes et adultes, valides et moins valides
Cible 3 : Améliorer la gestion des risques et désastres. (ODD 1 + 6 + 12 + 13 + 14 + 15 + 17)	R1 et R4	Le projet prévoit une collaboration entre nos partenaires et les DPC (Direction de la Protection Civile) dont plusieurs bénéficiaires du programme sont membres des CPC locales (Comités de Protection Civile). Ces collaborations permettront de développer des activités de sensibilisation, de formation et de préparation des populations aux risques potentiels.

Cible 6 : Assurer l'accès, l'utilisation et la gestion durable, équitable et participative de l'eau et de l'assainissement. (ODD 1 + 2 + 3 + 5 + 6 + 10 + 11 + 12 + 13 + 14 + 15 + 17)	R3	Des activités sont prévues dans le cadre de l'appui à la récupération et au stockage d'eau de pluie ainsi qu'au TED (Traitement de l'Eau à Domicile).
Cible 7 : Améliorer la prise en compte et le respect des droits humains (politiques, civils, sociaux, économiques, culturels. etc.), de la justice et de la bonne gouvernance. (ODD 5 + 8 + 10 + 16 + 17)	R4	Dans le cadre du renforcement des OCB, des MuSo, des comités de gestion, des PME, il est prévu de les mettre en réseau avec d'autres organisations départementales, nationales ou internationales défendant les mêmes intérêts et pouvant donner un appui. Les activités de plaidoyer dans le cadre des journées thématiques sont également prévues dans le cadre de cet objectif.
Cible 8 : Renforcer le développement rural et le droit à l'alimentation. (ODD 1 + 2 + 3 + 6 + 8 + 12 + 13 + 14 + 15 + 17)	Tous les résultats du projet	La prise en compte des quatre composantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (accessibilité, disponibilité, nutrition et utilisation) constitue un atout pouvant conduire des effets à court et à moyen terme sur les bénéficiaires directs et indirects du programme. Le programme veut contribuer à l'augmentation de la production animale et végétale en développant des stratégies qui tiennent compte des aléas climatiques, en promouvant l'agroécologie ; à l'augmentation de la valeur nutritive du panier alimentaire et des revenus des ménages à travers la valorisation de leur production et à l'amélioration de l'état nutritionnel de la communauté en général, des femmes enceintes et des enfants en bas âge en particulier

La pertinence par rapport à la politique belge de la coopération

L'agriculture et la sécurité alimentaire

La stratégie belge pour le secteur de l'agriculture et la sécurité alimentaire (2010) a dans ses priorités thématiques la production agricole, la commercialisation de la production, la gouvernance du secteur et les femmes rurales. Le présent programme rentre dans ces 4 priorités sachant (R1) qu'il valorise un modèle de production familiale, qu'il vise à favoriser l'accès aux facteurs de production, à augmenter la disponibilité et la qualité des aliments, (R2) qu'il soutient le développement de capacités de stockage locales, la commercialisation des productions et le développement d'activités de transformation, (R3) qu'il tend à améliorer les capacités des organisations paysannes (OCB) et les services qu'elles rendent à leurs membres, (R4) que l'empowerment est au cœur de toutes les activités et qu'il considère autant les hommes que les femmes comme acteurs et actrices du développement.

Environnement

L'approche proposée dans le présent programme s'inscrit dans les axes pratiques 4.2.1 et 4.2.2 de la Note stratégique *Environnement dans la Coopération belge au Développement* (2014). Les bénéficiaires du programme pratiquent en grande majorité une agriculture de subsistance qui ne permet pas un maintien du sol et de ses composantes provoquant des pertes de fertilité (en utilisant par exemple la culture sur brûlis). Les ménages d'année en année voient leur récolte perdre en qualité et en quantité, ce qui impacte inévitablement leurs revenus et l'apport nutritionnel lors de la consommation de ces produits. Un accent particulier sera mis sur la restauration des sols dégradés, sur l'utilisation de techniques agricoles adaptées et visant une agriculture durable, sur l'accès à l'eau potable et la gestion durable de l'eau.

Le genre

En matière de genre, le projet porte une attention particulière aux femmes et à leurs conditions de vie et vise à diminuer les inégalités entre les sexes. Cet aspect sera un point d'attention tout au long des phases du programme (formulation, choix des bénéficiaires, mise en œuvre, évaluation). Comme écrit précédemment, le résultat de notre projet est que la femme génère des revenus et du temps nécessaire pour assurer l'épanouissement de ses enfants et d'elle-même, qu'elle puisse prendre sa place dans les endroits de prise de décision et qu'elle puisse influencer les preneurs de décision. Un travail de sensibilisation et de formation sera fait avec les Caritas Diocésaines et avec les membres des communautés dans ce sens. Des rencontres entre femmes de différents réseaux locaux ou départementaux seront organisées pour encourager l'empowerment des femmes et partager les diverses expériences vécues.

Agenda numérique

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication offrent de nouvelles opportunités pour les programmes d'urgence et de développement. L'utilisation des NTIC pourra concrètement renseigner sur les marchés (prix, lieux, produits, disponibilité, accessibilité, etc.) et apporter des conseils aux producteurs (techniques agricoles, météorologie) par des messages vocaux ou des SMS. Les NTIC permettront également de faire du lobbying sur le monde paysan, ses valeurs et ses contraintes. Dans le cadre du résultat 4, il est prévu d'installer des centres de NTIC communautaires afin de mettre en réseau les OCB entre elles.

Migration

Actuellement, après le décret pris en République dominicaine concernant les personnes de descendance haïtienne (voir ACC) et la persécution d'Haïtiens ou de personnes suspectées haïtiennes du fait de la couleur de leur peau, un flux important dans le sens République Dominicaine-Haïti est remarqué. Dans les zones concernées par notre programme, bon nombre d'émigrants retournés viennent grossir la taille des familles. Notre programme prendra en charge ces migrants dans le cadre des activités de production agricole et de sécurité alimentaire et un accent sera mis sur les droits humains et le plaidoyer.

7.4.2. Description de l'Efficacité

La logique d'intervention est basée sur la mise en œuvre des activités permettant l'atteinte des résultats attendus et donc à l'atteinte de l'objectif spécifique du programme et des Cibles Stratégiques Communes 1, 2, 3, 6, 7 et 8 du Cadre Stratégique Commun (CSC) Haïti.

Le caractère participatif de l'élaboration du projet, c'est-à-dire la participation des OCB et des partenaires de mise en œuvre à la définition des activités et des stratégies garantit l'opérationnalité des activités. Le programme se veut une réponse aux besoins exprimés par les OCB et sera réalisé avec une approche participative dans la planification, l'exécution et le suivi des activités. Ceci contribuera très largement à l'efficacité du programme.

Le programme veut passer par les 4 piliers de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) :

- Stabilité, où l'on veut renforcer les capacités d'auto-détermination de la communauté et l'autonomisation des organisations communautaires de base dans la défense de leurs droits.
- Accessibilité/disponibilité, où l'on veut d'une part, contribuer à l'augmentation de la production animale et végétale en développant des stratégies qui tiennent compte des aléas climatiques et d'autre part, augmenter la valeur nutritive du panier alimentaire et les revenus des ménages à travers la valorisation de leur production.
- Nutrition/utilisation, où l'on veut améliorer l'état nutritionnel de la population en général, des femmes enceintes et des enfants en bas âge en particulier.

Les partenaires vont s'approprier des approches identifiées par cible stratégique commune dans le CSC dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme :

- 1ACDD et 6B dans l'action de protection de l'environnement qui se fera par une approche GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau) impliquant et conscientisant toute la communauté concernée.
- 8A relatif au choix d'une agriculture durable
- 8B dans l'appui à la transformation, commercialisation des produits agricoles et de pêche
- 8C dans les Mutuelles Solidaires leur donnant les moyens d'octroyer des crédits à la production agricole, aux activités de transformation, à d'autres AGR, dans le système filleul-parrain adapté (P2P) dans l'élevage, et les crédits semences
- 8EG dans la mise sur pied des CEP (Champs Écoles Paysans) où l'expérimentation et l'apprentissage par la pratique sont de mise. Dans la possibilité offerte à quelques étudiants de facultés départementales de faire des stages et/ou recherches sur le terrain. Pour la mise en place de jardins scolaires.
- 8F dans le souci permanent de protection et valorisation des ressources naturelles
- 3AB par la réalisation de la cartographie du plan d'intervention pour les zones d'intervention, dans le partage des plans de contingence avec la DPC
- 7F par le renforcement des communautés afin que l'accueil d'un migrant (de la République Dominicaine) ne représente pas un trop gros choc pour les ménages.
- 6A pour la construction de citernes et la mise en place de réservoirs pour la récupération d'eau de pluie et la gestion de ces infrastructures
- 2ABC, 7BCDEH pour ce qui a trait au renforcement des OCB et des partenaires par des formations thématiques, des accompagnements, l'implication des autorités locales, l'appui aux activités de plaidoyer, l'autonomisation des femmes, l'égalité/équité genre et générationnelle

7.4.3. Description de la Durabilité

Durabilité technique et sociale

Le programme prévoit des formations techniques pratiques (aménagement des sols, compostage, semences résistantes, élevage en stabulation, etc) et des ateliers à thèmes (genre, pratiques nutritionnelles, etc.). Les techniques apprises seront mises en pratique aussitôt dans les CEP et dans les ménages concernées. Pour l'éducation nutritionnelle et hygiénique, cela passe par la formation d'agents d'éducation communautaire (AEC), issus de la communauté. Ces agents seront accompagnés par le secteur Santé des Caritas pendant un certain temps.

La mise en réseau a une très grande importance pour maintenir dans la durée les effets du projet. Ceci est déjà prouvé par les PME qui sont membres de l'ANATRAF et qui profitent de l'appui de l'ANATRAF de façon continue depuis plusieurs années. Par ailleurs, les OCB seront encouragées à s'affilier à d'autres organisations paysannes nationales et internationales. Les NTIC doivent faciliter l'animation de ces réseaux et la continuité des actions de plaidoyer.

Durabilité financière

Le programme veut avoir une forte influence sur la dé-paupérisation de la communauté dans laquelle il est mis en œuvre. La stratégie du volet élevage avec la mise en place d'effets multiplicateurs contribuera nécessairement à la pérennisation de cette activité. Avec un suivi pris en charge par la communauté, ce système de parrain-filleul (avec le principe du P2P – peer to peer) peut survivre indéfiniment. Vers la fin du programme, la taille du cheptel par ménage doit avoir considérablement augmenté de façon qu'une dépense urgente (mort, maladie, éducation, ...) ne ruine pas son activité.

La mise sur pied des unités de transformation de produits agricoles et de pêche ainsi que la création et le renforcement de MuSo doivent contribuer à la durabilité des résultats du programme et devraient continuer à fonctionner après à la fin de notre intervention.

Stratégie de désengagement

Le désengagement est déjà envisagé dans l'approche participative du programme. Les OCB ont participé à partir de l'identification du programme et participeront tout au long du programme ensemble avec les partenaires et les autorités locales à la planification, l'exécution, le suivi et l'évaluation du programme. Ceci fait partie du processus de renforcement de la communauté mais aussi des autorités locales. La communauté sera amenée à reproduire ce cycle après le projet.

7.4.4. Description de l'Efficiencia

CI.Be a fait un choix de deux zones, priorisant celles avec les plus grands besoins et avec la plus petite historique d'aide au développement et d'aide humanitaire de toutes sortes. L'analyse des risques est aussi intervenue pour choisir les zones d'intervention. Le choix s'est fait sur les communautés de Calumette (Jacmel, Département Sud-Est) et Bonbon (Jérémie, département Grande Anse). Pourtant, CI.Be est consciente qu'après un programme de sécurité alimentaire assez court (21 mois)² et très perturbé par les sècheresses prolongées, elle doit pendant une année laisser le temps aux partenaires de Port-au-Prince et des Cayes de renforcer les acquis du projet afin d'en assurer la durabilité. C'est pour cela que, pendant la première année du programme, les communautés de Port-au-Prince et de Cayes seront incluses dans le programme.

Les zones d'intervention sont des zones difficiles d'accès par des routes très cahoteuses. Les voitures dont disposaient les Caritas de Jacmel et de Jérémie ne sont plus en état pour servir sur ces routes et nous prévoyons donc un nouveau véhicule 4x4 pour ces partenaires, ce qui représente un important montant d'investissement pendant la première année.

Les activités prévues dans ce programme seront organisées de manière à être répliquées et adoptées au niveau d'autres ménages, des communautés rurales, des OCB et au-delà des différentes régions d'intervention. Des réunions de capitalisation et des visites d'échanges entre les bénéficiaires du projet seront organisées pour permettre au plus grand nombre de bénéficier des activités et des acquis du projet. D'autre part, les activités d'élevage avec le système de parrain et de distribution planifiée permettront à un plus grand nombre de bénéficiaires de créer un cheptel. Ces effets multiplicateurs seront encouragés tout au long du projet.

Les équipes des partenaires sont différentes selon les départements : si à Jacmel, nous avons affaire à une équipe expérimentée, à Jérémie l'équipe est plus jeune et mérite un accompagnement et un suivi plus important. Ceci est visible au niveau du coût du personnel dans les deux zones.

Le projet sera coordonné et suivi par la représentation de la CI.Be en Haïti, composée d'une comptable et d'une représentante (expatriée).

7.5. Description de la Stratégie de Partenariat spécifique pour Haïti

CI.be est membre d'un des principaux réseaux internationaux de solidarité qui travaille pour un monde plus juste et solidaire. En tant que membres du réseau mondial Caritas, nos partenaires privilégiés sont les organisations locales et nationales de Caritas. Avec certains d'entre eux, Caritas International développe des partenariats structurels de longue durée. Ces partenariats doivent permettre le renforcement mutuel des partenaires, tant au Nord qu'au Sud, afin que chacun puisse accomplir au mieux sa mission d'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables. Nous espérons ainsi donner à nos partenaires dans le Sud la capacité de renforcer à leur tour les organisations (notamment d'agriculteurs) locales qu'ils appuient.

Dans le cadre de ce programme, CI.be travaillera en partenariat avec le réseau de Caritas Haïti coordonné par le bureau national, particulièrement avec les Caritas des Diocèses de Jacmel, de Jérémie, des Cayes et de Port-au-Prince à travers leurs bureaux diocésains de développement et avec différents services techniques de l'Etat, selon les zones d'intervention et les thématiques.

Les **Caritas diocésaines** sont les partenaires qui mettent en œuvre ce programme auprès des organisations communautaires de base (OCB) et des ménages bénéficiaires avec une équipe multidisciplinaires composée de

² Programme Transitoire financé par la DGD qui court du 1/4/2015 jusqu'au 31/12/2016.

techniciens en développement, d'agronomes, de techniciens agricoles, de techniciens vétérinaires, de médecins et d'infirmières, d'un chargé de programme, ... Une grande partie de ce personnel est déjà en poste aux différentes Caritas et est disponible pour le programme. Des activités de **renforcement des capacités institutionnelles, opérationnelles et de suivi** sont prévues afin de permettre aux partenaires de mettre en œuvre de manière efficace le programme.

Les Caritas diocésaines assureront plus particulièrement la gestion du programme au quotidien, c'est-à-dire la planification, la mise en œuvre des activités et le suivi de l'atteinte des résultats en lien avec le document de programme. Elles s'engagent à appliquer les stratégies et les procédures établies d'un commun accord sous forme d'une convention de partenariat. Et se doivent de rapporter trimestriellement les avancées opérationnelles et financières du programme.

Le projet est coordonné par **CI.be** qui organise périodiquement des réunions du Comité de Pilotage et du Comité Exécutif et qui appuie les Caritas diocésaines dans leurs tâches, par des visites de suivi périodiques pour s'assurer de la qualité de mise en œuvre des activités et l'atteinte des résultats et de l'objectif spécifique. Le transfert de compétences passe aussi par cet accompagnement régulier pour la gestion axée sur les résultats.

Le **Bureau National de Caritas Haïti** a pour rôle de contribuer au suivi et à l'évaluation opérationnelle du programme à travers sa participation aux réunions du Comité de Pilotage et l'accompagnement de CI.Be lors des visites de terrain. Il désigne à cette fin un point focal qui aura aussi pour tâche d'encourager les Caritas diocésaines impliquées dans le programme au respect de leurs engagements dans le cadre de la convention. Le point focal sera mis en copie des échanges entre la CI.Be et les Caritas diocésaines et vice-versa (les conventions, les rapports, etc.)

Caritas International prévoit, pour l'ensemble des partenaires du programme, des activités spécifiques afin d'appuyer et d'opérationnaliser sa stratégie partenariale et de renforcement des capacités dans le cadre du programme. Durant cette intervention, des ateliers de réflexion Nord-Sud et Sud-Sud, des formations, du matériel pédagogique, etc., seront élaborés en concertation avec l'ensemble des partenaires afin d'animer et de mettre en œuvre un partenariat efficace et pertinent pour améliorer l'impact du projet auprès des bénéficiaires.

7.6. Description des Synergies et Complémentarités

Synergies opérationnelles entre organisations accréditées par la DGD

Sur le terrain, l'ONG GEOMOUN est reconnue pour son expérience en matière de droits humains, de protection et de plaidoyer. Des contacts ont été pris en Belgique et en Haïti afin que GEOMOUN apporte un appui au programme dans la sensibilisation et la formation des bénéficiaires. Des sessions de formation seront aussi organisées pour les Caritas et les dirigeants des OCB. GEOMOUN nous accompagnera également pour conseiller les activités de plaidoyer des OCB. Caritas de son côté appuiera localement les communautés suivies par GEOMOUN en matière d'agriculture, de gestion des risques & prévention de désastres.

Caritas participera aussi au Forum des acteurs belges présents en Haïti. Au-delà des discussions qui auront lieu dans le cadre du CLIO, et auquel participe une partie des ONG belges, la recherche des synergies entre les acteurs de la coopération belge fera l'objet de rencontres spécifiques. Ainsi, une réunion sera organisée simultanément en Belgique et sur le terrain dès que les acteurs obtiendront l'approbation de leurs programmes respectifs. En outre, des réunions biennuelles seront organisées à Port-au-Prince entre les acteurs de la coopération belge en vue d'échanger sur la façon de gérer les risques en Haïti, et d'identifier ensemble comment coordonner leurs interventions en cas d'apparition de nouveaux risques, comme en cas de catastrophe naturelle.

Synergie avec des OCB locales

Les Caritas ont un contact régulier avec les comités Justice & Paix régionaux. Pendant la mise en œuvre du programme nous réfléchirons à la mise en œuvre d'une collaboration plus poussée au niveau de la défense des Droits Humains.

Les OCB se rapprocheront également du MPP (Mouvement Paysan Papaye), qui est un mouvement paysan bien ancré en Haïti mais aussi en Amérique Latine. La collaboration avec ce mouvement prendra plusieurs formes : la formation et échanges concernant les jardins école, les insecticides biologiques, l'agroécologie, ... ; la collaboration pour des activités de plaidoyer ; la mise en réseau avec d'autres OCB en Haïti et en Amérique Latine ; le MPP a une section MPP-femmes et MPP-jeunes, qui pourraient avoir des échanges réguliers et des actions/activités communes avec les bénéficiaires du programme.

Nous serons aussi en contact avec la PADED (Plateforme d'Agroécologie et de Développement Durable), qui se réunit annuellement et qui est appuyée par GADRU (Groupe d'Appui au Développement Durable), ainsi qu'avec les AECP (Ateliers Ecoles Camp-Perrin) chez qui le programme s'approvisionne généralement en équipement de transformation de produits agricoles. Les deux organisations sont partenaire de CODEART.

Synergies vis-à-vis institutions étatiques

Voir tableau des parties prenantes, point 2 du document.